

# Risque, vulnérabilité, et produits financiers : un cadre d'analyse appliqué à la microfinance agricole et rurale

BIM n° - 11 décembre 2007  
Emmanuelle BOUQUET

*Les travaux récents sur la pauvreté privilégient une approche dynamique et cherchent à en clarifier les liens avec le risque et la vulnérabilité (Morduch 1994, Kanbur et Squire 1999, Hulme et Shepherd 2003). La vulnérabilité face au risque peut enfermer les ménages dans un cercle vicieux de pauvreté, faire tomber dans la pauvreté des ménages non pauvres, ou y faire retomber des ménages qui en étaient sortis. Dans ce cadre, les réflexions sur la lutte contre la pauvreté mettent l'accent sur les mécanismes permettant de gérer le risque ex ante et de faire face aux chocs ex post. La diversité et la flexibilité de ces mécanismes sont présentées comme des aspects fondamentaux (Moser 1998, Dercon 1999, Wright 2000, Kabeer 2002).*

La prise en compte explicite du risque et de la vulnérabilité soulève de nouvelles questions sur le rôle des services financiers dans l'économie des ménages. Ces questions prennent un relief particulier compte tenu de l'essor de la microfinance et des attentes qui lui sont associées en tant qu'outil de lutte contre la pauvreté. Considérer les services financiers (de crédit, mais également d'épargne et d'assurance) comme un mécanisme de gestion du risque et de la vulnérabilité permet d'une part d'alimenter les réflexions sur la nature de la demande et l'adéquation de l'offre (Eswaran et Kotwal 1989, Rutherford 1999, Morduch 1999, Zeller et Sharma 2002, Churchill 2003, CGAP 2003). Cela permet d'autre part d'élargir le champ des études d'impact des institutions de microfinance, initialement centrées sur l'augmentation du revenu et du patrimoine (Hulme 2000). Selon Sebstad et Cohen (2000), la microfinance pourrait en effet avoir un impact plus significatif sur la réduction de la vulnérabilité que sur la réduction de la pauvreté monétaire stricto sensu.

Si la microfinance est porteuse de promesses, elle est également porteuse de défis. En particulier, le développement de la microfinance rurale rencontre des difficultés, en raison de la structure des coûts d'opération mais aussi de la structure des risques auxquels sont confrontées les unités économiques (Barham et al 1996, Yaron et Charitonenko 1998, Wampfler et Lapenu 2002, Nagarajan et Meyer 2005, Christen et Pearce 2005). Des expériences innovantes et s'inscrivant dans la durée telles que les CECAM de Madagascar qui touchent actuellement plus de 100 000 sociétaires ruraux, en majorité agriculteurs, apportent néanmoins des motifs d'optimisme ainsi que des enseignements à portée opérationnelle dans le domaine de la microfinance rurale : la continuité de l'offre de crédit sur le long terme, la diversification des produits financiers, y compris pour l'investissement, et l'adéquation des

procédures aux réalités économiques des ménages ruraux apparaissent comme des facteurs déterminants (Wampfler et al 2007, Bouquet et al 2007).

Ce BIM reprend dans ses grandes lignes le cadre d'analyse développé par Sebstad et Cohen (2000). Ces auteurs définissent la vulnérabilité en fonction (inverse) de la capacité d'un individu ou d'un ménage de gérer le risque, ex ante ou ex post. Le lien entre pauvreté et vulnérabilité n'est pas univoque et doit être pensé en dynamique, la vulnérabilité pouvant enfermer des ménages dans des trappes de pauvreté, ou faire glisser dans la pauvreté des ménages non pauvres. Deux principaux mécanismes sont à l'œuvre : d'une part la résilience limitée face à des chocs économiques, ces derniers pouvant freiner un processus d'accumulation voire entraîner une spirale de décapitalisation et de fragilisation prolongée des bases de génération du revenu ; d'autre part l'aversion au risque, qui se traduit par des stratégies de sécurisation pouvant jouer au détriment de la rentabilité des activités (Eswaran et Kotwal 1990, Rozensweig et Binswanger 1993, Morduch 1995, Wood 2003, Zimmerman et Carter 2003).

Les chocs économiques peuvent affecter les ménages de deux manières : (1) en réduisant leurs revenus, de manière ponctuelle (par exemple en cas de chute de rendement, ou de chute des prix), ou plus structurelle (par exemple en cas de perte d'un outil de production, ou de décès d'un membre productif de la famille) ; (2) en augmentant leurs dépenses (par exemple, en cas de maladie). De manière symétrique, les stratégies de gestion du risque par les ménages renvoient à deux grands types de finalités : (1) lissage des revenus et (2) lissage de la consommation (Morduch 1995). Ces stratégies peuvent reposer sur différents mécanismes : diversification des sources de revenus, choix des activités productives, constitution d'un capital, y compris humain et social, gestion de la trésorerie, etc. Pour Sebstad et Cohen, c'est la possibilité de combiner plusieurs types de mécanismes, formels ou informels, et présentant des qualités de flexibilité et de polyvalence, qui contribue à réduire la vulnérabilité.

Les services financiers proposés par les institutions de microfinance, même lorsqu'il ne s'agit pas de produits d'assurance à proprement parler, peuvent constituer un mécanisme important de réduction de la vulnérabilité, en agissant sur différents niveaux (Sebstad et Cohen 2000, Zeller et Sharma 2002, Churchill 2003). Ex post, par exemple à travers des crédits de dépannage, ils peuvent mitiger les effets négatifs d'un choc. Ex ante, sous diverses modalités (crédit, épargne), ils peuvent contribuer à la diversification des sources de revenu, à la gestion de la trésorerie, à la constitution d'un portefeuille d'actifs, etc., qui constituent autant de mécanismes de protection contre le risque. Combinés, ces différents mécanismes peuvent également promouvoir chez les ménages une attitude moins « risk-averse » et donc potentiellement plus génératrice de revenu.

Si le crédit peut constituer un mécanisme de protection contre le risque, il peut également s'avérer une source de risque. Une difficulté de remboursement, quelle qu'en soit la cause (capacité de paiement mal évaluée, calendrier de remboursement mal calé, choc économique imprévu, etc.), peut se solder par la nécessité de vendre un actif ou de réduire la consommation du ménage. Une cessation de paiement peut se solder par la saisie des actifs mis en garantie. Les problèmes de remboursement peuvent par ailleurs compromettre les possibilités d'accès à des crédits ultérieurs, et donc réduire la gamme de mécanismes de gestion du risque à la disposition du ménage.

Dans leur cadre d'analyse, Sebstad et Cohen accordent une place particulière à la question des actifs (voir également Moser 1998), parce que ceux-ci sont susceptibles d'intervenir de plusieurs manières dans la réduction de la vulnérabilité des ménages : (1) à travers la diversification (et, partant, le lissage) des revenus, (2) à travers la possibilité de liquidation en

cas de choc (lissage de la consommation), et (3) en tant que garantie sécurisant l'accès au crédit. Ce rôle important assigné aux actifs vient souligner que le crédit d'investissement reste un des principaux points d'achoppement de la microfinance actuelle.

Ce cadre d'analyse est porteur de plusieurs enseignements pour la microfinance rurale. En premier lieu, la diversité des besoins appelle une flexibilité de l'offre, que la diversification de la gamme de produits, encore peu généralisée dans le secteur, peut contribuer à assurer. Afin d'éviter de transformer des crédits en sources de risque pour les ménages, les processus de conception et de fourniture des crédits doivent veiller à respecter les cycles qui rythment les activités productives et les flux de trésorerie des ménages ruraux. En deuxième lieu, la mise en évidence du rôle de la trajectoire de crédit souligne l'importance d'inscrire l'offre de produits financiers dans la durée. Réciproquement, cette assurance de durée fonctionne comme une incitation au remboursement des crédits, dans l'optique de sécuriser l'accès aux crédits futurs. Enfin, en mettant l'accent sur le rôle des actifs, les approches par la réduction de la vulnérabilité interpellent les acteurs de la microfinance sur les carences en matière de crédit d'investissement.

## Références

- Bouquet E., Wampfler B., Ralison E., et Roesch M. [2007], "Trajectoires de crédit et vulnérabilité des ménages ruraux : le cas des Cecam de Madagascar", *Autrepart* (44) Numéro thématique "Risque et Microfinance", à paraître décembre 2007.
- CGAP [2003]. "Microfinance et gestion des risques : la perspective du client", in *Exclusion et liens financiers. Microfinance : leçons du sud* (Guérin I. et Servet J.-M.). Paris, Economica : 31-38.
- Christen R. P. et Pearce D. [2005], "Microfinance agricole : gérer les risques et concevoir des produits adaptés — les caractéristiques d'un modèle émergent", Etude spéciale No 11, Washington DC, CGAP, [http://www.cgap.org/portal/binary/com.epicentric.contentmanagement.servlet.ContentDeliveryServlet/Documents/OccasionalPaper\\_11\\_fr.pdf](http://www.cgap.org/portal/binary/com.epicentric.contentmanagement.servlet.ContentDeliveryServlet/Documents/OccasionalPaper_11_fr.pdf)
- Churchill C. [2003]. "La microassurance est-elle une priorité pour les pauvres ? Comprendre la demande de services financiers de gestion des risques", in *Exclusion et liens financiers. Microfinance : leçons du sud* (Guérin I. et Servet J.-M.). Paris, Economica : 39-55.
- Dercon S. [2006], "La vulnérabilité : une perspective microéconomique", *Revue d'économie du développement* (4) : 79-118.
- Rutherford S. [1999], *Comment les pauvres gèrent leur argent*, Ed. Gret/Karthala, 2002.
- Wampfler B. et Lapenu C. [2002], "Le financement de l'agriculture familiale dans un contexte de libéralisation. Quelle contribution de la microfinance ?" *Résumé exécutif. Séminaire de Dakar, 21-24 janvier 2002*, Montpellier, CIRAD-CERISE, <http://microfinancement.cirad.fr/fr/news/bim/Resume-executif-VF.pdf>
- Wampfler B., Bouquet E. et Ralison E. [2007], "Microfinance et investissement rural: l'expérience de crédit-bail du réseau CECAM de Madagascar". Communication in: International Conference on Rural Finance Research: Moving Results into Policies and Practice, FAO, Rome, 19-21 mars 2007.
- [http://www.ruralfinance.org/servlet/BinaryDownloaderServlet/46950\\_Paper\\_6.pdf?filena me=1175154502437\\_microfinance\\_et\\_investissement\\_rural.pdf&refID=46950](http://www.ruralfinance.org/servlet/BinaryDownloaderServlet/46950_Paper_6.pdf?filena me=1175154502437_microfinance_et_investissement_rural.pdf&refID=46950)